

Les documents de L'ECONOMISTE

20 ANS,
L'ÂGE
"ADULESCENT"

Prix de L'Economiste Et l'aventure continue!



Près de 2.000
travaux évalués

Au total, 67
lauréats

Que sont devenus
les gagnants?





Encourager les talents et confirmer des vocations

■ 81 candidatures cette année, dont 43 pour la catégorie doctorat

■ La moitié des postulants sont des femmes

■ Un label prisé par les jeunes chercheurs

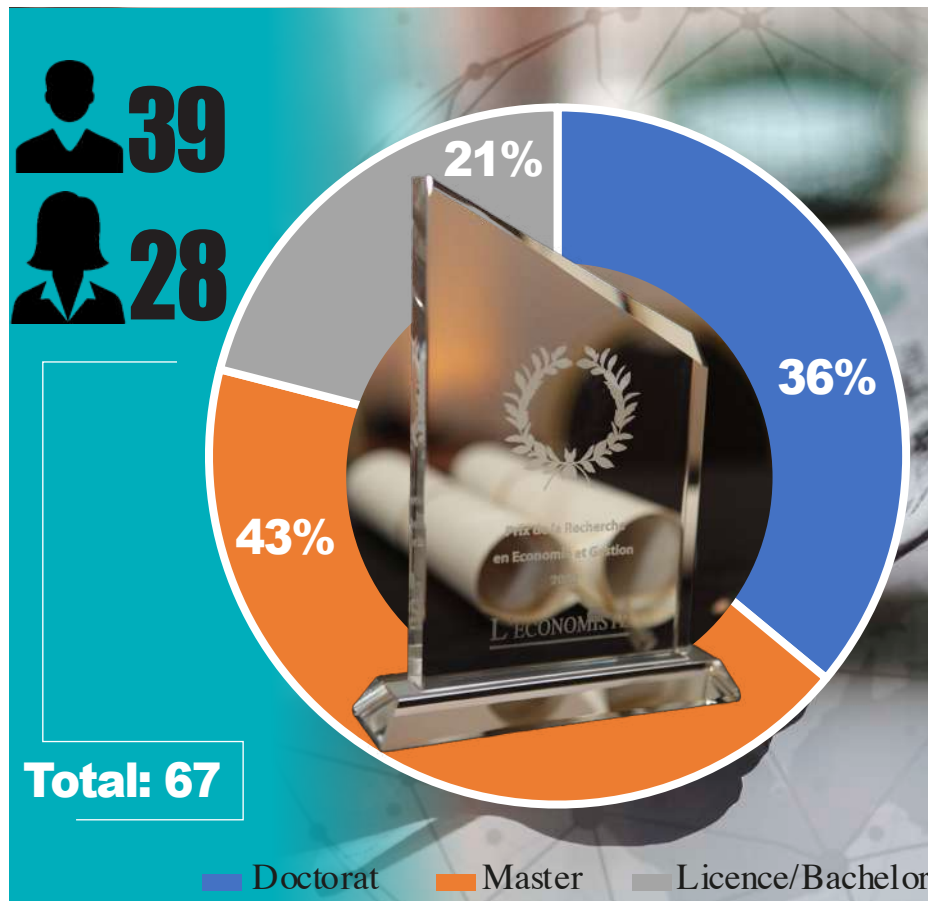
Ça y est! Le prix de L'Economiste pour la recherche en économie, gestion et droit boucle ses 20 ans. C'est à la fois beaucoup et peu. Beaucoup, car il faudrait du souffle pour tenir pendant deux décennies. Et peu, parce que dans le domaine de la recherche il reste encore tant à faire, et particulièrement en sciences humaines et sociales qui accusent un déficit considérable en productions scientifiques.

La cérémonie de ce 11 février 2025 à Casablanca, dont l'invité d'honneur est le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, révèle encore des profils brillants (leurs portraits seront présentés dans une prochaine édition). Souvent, ces jeunes s'illustrant par la qualité de leurs travaux de recherche sont bourrés de talent, mais pleins de doutes et de questionnements. Et c'est tout l'intérêt d'une reconnaissance leur permettant de reprendre confiance en eux-mêmes et de confirmer leur vocation.

«C'était effectivement pour moi une reconnaissance. J'ai repris confiance en moi même, et cela est nécessaire dans le monde de la recherche académique où les incertitudes sont grandes», témoigne Hind Hourmat Allah, lauréate du prix de la meilleure thèse de l'édition 2010. C'était aussi une validation de plusieurs années de travail acharné», ajoute-t-elle. Pour d'autres, le prix a totalement changé leur trajectoire. C'est le cas de Tarik El Malki, gagnant du prix de la meilleure thèse en 2011. «J'avais le choix entre le secteur bancaire et une carrière universitaire. Avec ce prix, j'ai fini par opter pour la deuxième voie, et je ne l'ai pas regretté», confie-t-il. Aujourd'hui, il fait même partie du jury du prix, et dirige l'une des plus prestigieuses business schools au Maroc, l'ISCAE. Nabil Boubrahimi, qui a remporté le prix de la meilleure thèse en 2009, a aussi fini par troquer son poste de fonctionnaire

Un total de 67 lauréats à 2023

(Répartition des gagnants par catégorie)



En 19 ans, 67 candidats ont décroché le prix de L'Economiste, dont 60% d'hommes et 40% de femmes. 43% des prix octroyés concernent des masters, contre 36% pour le doctorat et 21% pour les licences/bachelors. Depuis le démarrage de la compétition, le jury a octroyé des prix spéciaux à 4 reprises (2007, 2008, 2022 et 2023) (Source: L'Economiste)

Au détour d'une conversation...

C'EST généralement de l'échange et du partage que jaillit la lumière. L'histoire du Prix de l'Economiste pour la recherche en économie et gestion a commencé il y a 20 ans, au détour d'une conversation entre le DG du groupe Eco-Médias, Khalid Belyazid, et Asma Bellamine, à l'époque cadre de la BCP. «C'est elle qui m'a inspiré l'idée du Prix», confie Belyazid. L'objectif était double: encourager les talents de la recherche, et créer un lien entre le monde académique et celui de l'entreprise. Un jury a ensuite été mobilisé, présidé par l'ancien ministre, Driss Alaoui M'daghri, et un appel à candidatures a été lancé. La première cérémonie a été organisée en décembre 2005, marquant le début d'une aventure qui se poursuit depuis deux décennies. □

au ministère des Finances pour celui de professeur universitaire, en grande partie grâce à la distinction de L'Economiste.

En vingt ans, le prix s'est transformé en véritable label prisé par les jeunes chercheurs. Le concept a même été repris par d'autres institutions. Pour cette vingtième édition, 81 candidatures ont été reçues, dont 43 pour la catégorie doctorat, 31 pour le master et 7 pour la licence/bachelor. Près de la moitié des postulants sont des femmes. Ces der-

nières ont plus candidaté pour le prix du meilleur mémoire de master, tandis que les hommes ont été plus nombreux à postuler pour la catégorie doctorat.

Les sept membres du jury ont dû scruter les travaux de recherche dans les moindres détails pour en sélectionner les meilleurs. Le choix du jury est guidé par plusieurs critères. Notamment l'originalité, l'actualité de la problématique et les applications concrètes. □

Ahlam NAZIH

Le tout premier jury

(Avec les titres de l'époque)

Président



Driss Alaoui M'daghri
Ancien ministre

Membres



Khalid Belyazid
DG du groupe Eco-Médias



Asma Bellamine
Ex directrice à la BCP



Ahmed Rahhou
DG de Lesieur



Ahmed Laâboudi
Directeur du CMC



Meriem Oudghiri
SG de la rédaction de L'Economiste



Mohamed Benabid
Rédacteur en chef de L'Economiste



Rachid Hamdad
DG adjoint TBWA/ALIF

Ils ont également fait partie du jury



Nadia Salah
Ex directrice des rédactions du groupe Eco-Médias



Nezha Hayat
En sa qualité de membre du directoire de la Société générale, actuellement présidente de l'AMMC



Feu Ahmed Driouchi
Doyen de l'institut d'analyses économiques et des études prospectives à Al Akhawayn

Le jury de l'édition 2024

Président



Driss Alaoui M'daghri
Ancien ministre

Membres



Rachid Belkahia
Professeur honoraire, conseil en corporate governance - ESG



Asma Bellamine
Ex directrice du crédit aux particuliers - BCP



Rachid Hamdad
DG - agence TBWA/Alif



Youssef Lakhiri
Directeur des Risques de contreparties - BCP



Tarik El Malki
Directeur du groupe ISCAE



Sofia Bennani
Experte internationale en Knowledge Management et partenariats stratégiques



Près de 2.000 thèses et mémoires évalués

Cela fait vingt ans que Driss Alaoui Mdaghri, plusieurs fois ministre, ex directeur de l'ISCAE et écrivain, préside le Prix de L'Economiste pour la recherche en économie, gestion et droit. Fidèle à l'évènement, il continue à s'y investir. Pour lui, il est essentiel d'encourager la recherche en sciences humaines et sociales. Il nous livre son bilan de ces vingt ans.

- L'Economiste: Comment avez-vous rejoint l'aventure du Prix de L'Economiste?

- Driss Alaoui Mdaghri: Grâce à mes amis Khalid Belyazid, Mounim Dilami et Nadia Salah qui m'ont sondé à propos d'un projet de prix de la recherche en économie et gestion qu'ils avaient l'intention de lancer dans le cadre du groupe Eco-Médias. Il y a de cela vingt ans. Le temps passe si vite. J'ai trouvé l'idée particulièrement attrayante et tout à leur honneur, car cela constituait une première pour un groupe de presse dans notre contexte. Ils m'ont aimablement proposé d'en présider le jury. J'ai naturellement accepté tant j'étais et demeure convaincu que la recherche dans le domaine des sciences sociales est impérative et peut représenter un outil privilégié pour comprendre l'environnement dans lequel nous vivons et, partant de là, pour l'Etat, les entreprises et les individus, de disposer d'éclairages leur permettant d'agir à meilleur escient.

- 20 ans après, vous êtes toujours fidèle à ce rendez-vous. Quel bilan en faites-vous?

- Le bilan est positif à tous égards, non pas seulement de par la qualité des travaux primés, mais aussi au vu du nombre, pas loin de deux mille, je crois, à ce jour, qui ont été examinés. Lesdits travaux, entre mémoires et thèses, avaient déjà fait l'objet d'évaluation par les instances uni-



Driss Alaoui Mdaghri, président du jury du Prix de L'Economiste pour la recherche en économie et gestion: «La recherche dans le domaine des sciences sociales est impérative et peut représenter un outil privilégié pour comprendre l'environnement dans lequel nous vivons et, partant de là, pour l'Etat, les entreprises et les individus, de disposer d'éclairages leur permettant d'agir à meilleur escient» (Ph. F. Alnasser)

versitaires où ils avaient été soutenus et répondaient forcément à des critères de qualité propres à ces institutions. En ce qui concerne le jury, ce qui primait c'était de repérer ceux qui présentaient un intérêt particulier au regard des questions de l'heure auxquelles notre pays est confronté et une certaine originalité.

- Quels sont les moments qui vous ont le plus marqué?

- Il y en a eu de nombreux. Comme ça, de but en blanc, la joie et la satisfaction, visibles dans le regard des personnes primées, ont toujours représenté des moments marquants à mes yeux. Par ailleurs, les conférences prononcées par les personnalités invitées à intervenir avant la remise des prix, entre res-

ponsables politiques et économiques et chercheurs réputés, ont constitué également des moments précieux, apportant souvent des éclairages inattendus. Ce fut, ce n'est pas le seul, le cas de Kamal Oudghiri, cadre marocain à la NASA que j'ai invité lors d'une des éditions à partager son expérience avec nous.

- Ce genre de prix apporte une sorte de légitimité et de confiance pour les lauréats. Est-ce important dans la carrière d'un chercheur?

- Assurément. Plusieurs lauréats ont témoigné de cela, je crois savoir, et confié que le prix avait eu un impact positif sur leur carrière. Qu'il s'agisse de ceux qui ont choisi la voie de l'enseignement et de la recherche ou de ceux ayant rejoint ou continué leur activités professionnelles dans les organisations administratives ou entrepreneuriales, l'impact ne pouvait être que positif. Un prix, cela compte pour un jeune qui y trouve un surcroît de confiance en lui-même et un encouragement évident à redoubler d'efforts dans la conduite de sa carrière. Il y trouve tout autant un regard positif auprès des siens et de ceux qu'il fréquente.

- A votre avis, comment capter plus de talents dans le monde de la recherche?

- Le financement joue un rôle important indiscutablement, aussi bien en termes de fonds mis à la disposition des institutions concernées qu'en termes de conditions satisfaisantes pour les chercheurs. Autrefois, dans notre société, la place des enseignants et des chercheurs était une place prééminente. Les sociétés évoluent et muent. Je veux espérer que l'évolution se fera dans la bonne direction. □

Propos recueillis par
Ahlam NAZIH

Les travaux qui ont le plus de chances de l'emporter

LES thèses et les mémoires des candidats au Prix de L'Economiste ont naturellement déjà été évalués par leurs écoles et facultés, essentiellement sur le plan scientifiques. Le jury du Prix, pour sa part, met l'accent sur des critères bien particuliers. «Parmi ces critères, la pertinence, l'originalité et l'actualité du thème, la rigueur de la démarche,



la qualité de la forme et de l'écriture, la confrontation avec les réalités du terrain...», précise son président. Et d'ajouter: «Un travail de recherche est toujours une tentative de cerner au plus près un sujet en posant les bonnes questions, en y apportant des réponses argumentées et en l'exposant avec élégance». □

Créer une «dynamique vertueuse» avec l'IA

- Quels conseils donneriez-vous à un jeune chercheur?

- Je ne peux pas faire l'impasse sur l'usage intelligent de l'intelligence artificielle, aujourd'hui disponible pour tout un chacun. L'interaction avec l'IA représente une opportunité et un défi pour les chercheurs. Une opportunité parce qu'elle met à disposition une masse d'informations sans commune mesure avec ce qu'ils avaient à leur disposition auparavant; un défi, parce qu'il s'agit, non de pomper sans discernement et sans souci éthique, ce que l'IA offre avec une facilité déconcertante, mais de créer avec elle une dynamique vertueuse en termes de production et d'écriture. □

Ministres, experts..., ces guest

En une vingtaine d'années, de nombreuses personnalités de tous bords ont défilé dans les cérémonies du Prix de L'Economiste pour la recherche, organisées chaque année à Casablanca. Certains, des fidèles de la première heure, continuent d'assister tous les ans afin de célébrer les jeunes talents de la recherche en économie et gestion.

Des invités d'honneur, ministres et experts, ont également bien voulu associer leur nom à la manifestation, à travers des interventions remarquables, qui ont lancé le débat sur différentes thématiques. Retour sur ces guest qui ont défilé sur les tribunes de la cérémonie en 20 ans, édition par édition.

A.Na



2005

Photo de famille des lauréats de la toute première édition avec le jury du Prix. La cérémonie s'est tenue en présence de plusieurs personnalités du monde des affaires et des milieux académiques

2006

Fathallah Oualalou, au milieu des lauréats et du jury, à l'époque ministre des Finances et de la Privatisation, est le premier invité d'honneur du Prix. Il est resté fidèle à l'événement pendant de nombreuses éditions



2007

Salaheddine Mezouar, tout nouveau ministre de l'Economie et des Finances (2007-2012) sous le gouvernement El Fassi, répond présent à l'invitation du Prix, en tant qu'invité d'honneur. Il fait une intervention remarquée sur la «nouvelle philosophie des budgets»



2008



Pour l'édition 2008, dont la cérémonie s'est tenue le 5 janvier 2009, Ali Guédira (à droite), conseiller du ministre du Commerce et de l'Industrie, Ahmed Réda Chami, est mandaté par son ministre pour intervenir à la cérémonie. Il fait un exposé sur la recherche et l'innovation au Maroc qui passionne l'assemblée. Il est à côté de Nadia Salah, ancienne directrice des rédactions du groupe Eco-Médias, et du président du jury, ancien ministre, Driss Alaoui Mdaghri

20 ANS DU PRIX DE L'ECONOMISTE



qui ont relevé le débat

(Ph. L'Economiste)

En pleine année de lancement du plan d'urgence (2009-2012) pour sauver l'enseignement public, le ministre de L'Education nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Formation des cadres et de la Recherche scientifique, Ahmed Akhchichine, passe à la tribune du Prix de L'Economiste, où il expose la stratégie de son département

2009



L'édition 2011 coïncide avec les 20 ans de L'Economiste et du groupe Eco-Médias. Sur la photo, Rachid Benmokhtar, président de l'Observatoire national du développement humain (ONDH), deux ans avant sa nomination en tant que ministre de l'Education nationale (gouvernement Benkirane II). Son intervention sur la jeunesse et le système éducatif national suscite le débat

2011



Le jeune ministre du Tourisme, Yassir Zenagui, remettant un prix à l'un des lauréats. Des centaines d'invités ont assisté à sa présentation sur les axes stratégiques de la vision 2020 de son secteur

Alain Bentolila, éminent linguiste, auteur de plusieurs ouvrages sur la langue française, l'école, la pédagogie, l'illettrisme des jeunes et l'apprentissage de la lecture, fait le déplacement de France pour la conférence introductive de la cérémonie. Devant une salle archicomble, il fait un exposé sur l'éducation comme arme contre la barbarie. Parmi l'auditoire, le conseiller de SM le Roi, André Azoulay, ainsi que plusieurs ministres

2012



2013

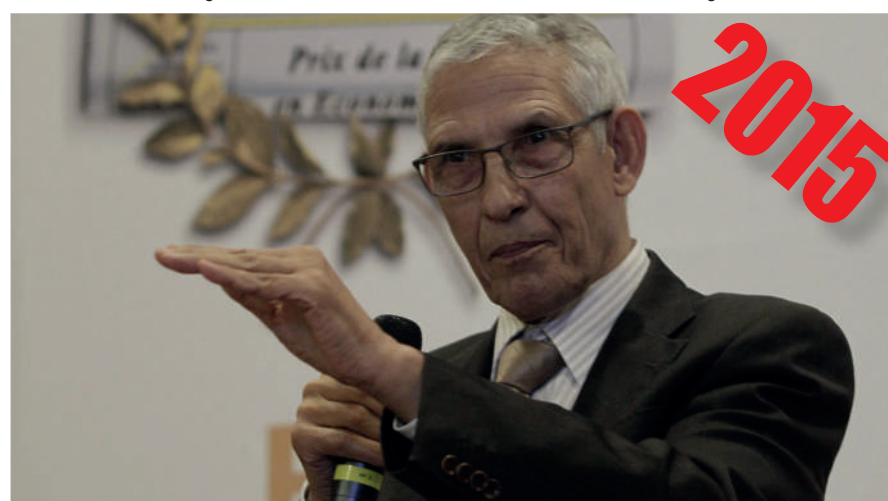
Mohamed Najim, directeur du laboratoire Total-CNRS à l'université de Bordeaux (à droite), est l'invité d'honneur de cette édition durant laquelle il présente une radioscopie de la R&D au Maroc. A côté de lui, Mourad Chérif, président du conseil de surveillance de la BMCI de l'époque, plusieurs fois ministre et ancien président de l'ONA et de l'OCP

2014

Kamal Oudrhiri, ingénieur en télécommunications à la Nasa, à la tête de l'équipe de radio-science du robot «Curiosity» explorant la planète Mars, fait sensation. Le public est emporté par son exposé sur la recherche spatiale



2015



Lahcen Daoudi, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation des cadres (2012-2016) livre un regard sans concession sur le système d'enseignement, et présente ses pistes de réforme devant un public fortement interpellé



Ministres, experts..., ces guest qui ont relevé le débat



Rachid Benmokhtar revient pour une seconde intervention, mais cette fois-ci en tant que ministre de l'Education nationale (2013-2017) sous le gouvernement Benkirane II. Le thème de son intervention: «Réformer l'école est-ce possible?». A ses côtés, un deuxième conférencier, le regretté Abdellah Cherif Ouazzani, islamologue, chercheur en pensée islamique et sciences de l'éducation, dont l'intervention a porté sur l'excellence en tant que mission de vie



Mohamed Berrada, universitaire, ex-ministre des Finances et ancien patron de grandes entreprises publiques est le guest de cette 13e édition. Assurant la leçon inaugurale de l'évènement, il partage ses réflexions sur le monde académique et de la recherche



Cérémonie encore restreinte pour la 18e édition, mais en présence d'Abdellatif Miraoui, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, qui a tenu à participer à l'évènement. Durant son intervention, il révèle plusieurs dispositions de sa nouvelle réforme de l'enseignement supérieur



Mohamed Khalfaoui, directeur du Centre national pour la recherche scientifique et technique (CNRST), a animé le débat. Production scientifique, dépôts de brevets, financement... Il a partagé un diagnostic complet de la recherche au Maroc



En guest speaker de la 15e édition, Najat Vallaud-Belkacem, ex-ministre de l'Education nationale française, met le focus sur la réforme de l'enseignement supérieur, devant un public venu nombreux pour assister à l'évènement



Ahmed Réda Chami, président du Conseil économique, social et environnemental, a captivé l'audience par son discours imagé et son naturel, à la 19e édition du prix. Pour sa leçon inaugurale, Chami a exploré une question capitale: «Comment libérer le potentiel des Marocains?»

2020 & 2021



Malgré la crise Covid, le prix est maintenu. Deux cérémonies à public restreint ont été organisées au siège du groupe Eco-Médias. A gauche, Meriem Oudghiri (au milieu) remettant les prix aux gagnants ex æquo de la catégorie master de l'édition 2020: Salma Er-raoui et Samir El Hady. A droite, Nader Mawlawi, président du groupe, décernant le prix de la catégorie Doctorat au candidat Mohamed Bijou durant l'édition 2021





Anciens lauréats: Que sont-ils devenus?

Quelque 67 candidats ont remporté le Prix de L'Economiste pour la recherche en économie, gestion et droit en 20 ans (voir aussi page II). Nous en avons sélectionné 20, dont 10 femmes et 10 hommes. Que sont-ils devenus depuis leur distinction? Selon les témoignages recueillis, le prix a représenté un tournant majeur dans leur carrière, chacun dans son domaine. Ils ont bien voulu nous raconter leur parcours.

Expert international en gestion déléguée



Mohamed Benahmed, gagnant de la catégorie Master, édition 2005

«**E**N termes de marketing personnel, le Prix de L'Economiste est un véritable label», estime Mohamed Benahmed, lauréat de la première édition de la compétition en 2005. Il a remporté le prix du meilleur master, pour son mémoire sur «la gestion déléguée au service de l'utilisateur», réalisé avec son binôme à l'ISCAE, Abdelouahed Zahidi. Le travail de recherche se voulait «utile et pratique», avec un guide méthodologique permettant d'accompagner les décideurs tout au long du processus (préparation, négociation, contrôle des contrats...). C'est d'ailleurs ce qui lui a valu le prix. A l'époque, la gestion déléguée en était à ses débuts. La participation au prix offre à Mohamed Benahmed une médiatisation inespérée. Son mémoire sera d'ailleurs transformé en livre et écoulé à

des milliers d'exemplaires, notamment auprès des collectivités territoriales et établissements publics.

En 2005, Benahmed travaillait au Fonds d'équipement communal (FEC). Ingénieur en génie civil hydraulique de l'Ecole Mohammadia d'ingénieurs (EMI), il avait d'abord exercé pendant quelques années dans le secteur privé, dans de grands chantiers d'infrastructures, avant de basculer dans le secteur public. Immédiatement après le Prix de L'Economiste, il obtient une promotion au FEC. Il se fait également repérer par des organismes étrangers, et intègre des groupes de travail internationaux sur la gestion des services publics. Cela l'encourage à éditer un deuxième ouvrage spécialisé. Il rédige également des articles dans des journaux, essentiellement à L'Economiste. «J'en ai écrit plus d'une centaine», relève-t-il fièrement. Pour Benahmed, le prix de L'Economiste a été un réel tremplin professionnel. «Je pense que sans ce travail sur la gestion déléguée, et qui a été encouragé, accrédité par L'Economiste, tout cela n'aurait pas été possible», confie-t-il.

L'expert a également fondé une association, l'Alliance marocaine Innovation et émergence (AMIE), mobilisant des cadres d'horizons divers autour des problématiques de compétitivité et d'attractivité des territoires, des entreprises et des institutions. □ A.Na

«Un faire valoir pour pouvoir enseigner»

DOCTEURE en «économie et gestion» de la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Aïn Chock de Casablanca depuis 2005, Yasmina Bennis Bennani remporte le Prix de L'Economiste un an plus tard pour son travail «Qualité et performance en matière de management: cas du Maroc». Une étude à travers laquelle l'experte a proposé des démarches à mettre en œuvre pour améliorer le management des entreprises du secteur des services au Maroc, et qui l'a poussée par la suite (dès 2007) à enseigner dans ce domaine en tant que professeure universitaire au sein du même établissement. «Le Prix de L'Economiste m'a fait réaliser que je portais un réel intérêt pour l'enseignement et la recherche. J'ai préféré le contact de mes étudiants à celui de mes clients dans l'immobilier au cours d'une expérience professionnelle antérieure», tient à souligner Yasmina Bennis Bennani. «Le prix m'a servi de faire valoir pour pouvoir enseigner», complète-t-elle avec enthousiasme. Aujourd'hui, et

depuis plusieurs années, l'enseignante a ajouté une nouvelle corde à son arc: celle de l'entrepreneuriat. «En plus de m'adresser à de futurs managers, je m'adresse désormais également à de futurs entrepreneurs», souligne-t-elle. La lauréate a également développé un regain d'intérêt pour la recherche, dirigeant actuellement une équipe de recherche sur les inégalités, les diversités et la RSE au sein d'un laboratoire de sa faculté. «Je travaille sur l'inclusion économique des femmes et des handicapés. Une passion nourrie au départ par la reconnaissance de mon travail lors du prix de 2006», renchérit la professeure. Enfin, Yasmina Bennis Bennani gère en parallèle un centre de solidarité via l'association CAP ESH dont elle est

présidente. Une structure qui propose des cours de soutien, des sessions de préparation à l'oral ainsi que des formations, afin d'aider les étudiants en situation de handicap dans leurs parcours académiques. □

K.A.



Yasmina Bennis Bennani, gagnante catégorie Doctorat, édition 2006

La puissance du «Why not»



Issam El Yousfi, gagnant de la catégorie Master, édition 2006

FIER de son parcours 100% marocain, Issam El Yousfi croit fermement que la persévérance est la clé du succès. Son parcours académique, débuté à l'ENCG de Settat, s'est enrichi d'un master en contrôle de gestion à

l'ISCAE et de formations pointues, notamment une certification PMP (Project Management Professional), et un executive certificate en stratégie à HEC Paris. En 2006, son travail sur la méthodologie Risk Adjusted Return on Capital (RAROC) lui vaut le Prix de L'Economiste. Interpellé par ce que l'analyse du risque pouvait apporter à une évaluation classique de la rentabilité, il décide de comprendre ce modèle et d'explorer les possibilités de son application. «Cet événement reste pour moi une source de grande satisfaction,

car il a marqué ma première consécration reconnue par un jury d'experts», partage Issam El Yousfi. «L'anecdote qui me revient avec un sourire est que, parmi les participants cette année-là, figurait l'un de nos professeurs. Le fait de l'avoir devancé symbolisait, pour mes confrères et moi, bien plus qu'une simple victoire: c'était une belle reconnaissance de la qualité de notre travail et de notre persévérance», ajoute-t-il.

Marquant un tournant dans sa carrière, le prix lui a apporté deux leçons de vie essentielles. La puissance du

«Why not», qui l'encourage à toujours explorer de nouvelles perspectives, et la force de l'intelligence collective, qu'il applique aujourd'hui dans son management.

Actuellement, Issam El Yousfi est à la tête d'une filiale d'une multinationale ambitieuse, récemment implantée au Maroc, dans le secteur FMCG (produits de grande consommation). Il a pour mission d'assurer le développement stratégique ainsi que le déploiement des opérations de l'entreprise. □ G.B.



20 ANS DU PRIX DE L'ECONOMISTE

Anciens lauréats:



Bouba Housseini, gagnant de la catégorie Master, édition 2007

ORIGINAIRE du Cameroun, Bouba Housseini a effectué ses études à l'Institut national de statistique et d'économie appliquée à Rabat (INSEA). Depuis deux ans, il est installé

au Burkina Faso, où il est conseiller économique de la représentante résidente des Nations unies dans le pays.

Sa carrière professionnelle a commencé au Maroc, dans un cabinet de conseil à Casablanca. Avant de boucler ses deux ans dans le monde de l'entreprise, il postule pour le Prix de L'Economiste, catégorie master, avec son binôme, Khadija Bchi. Son mémoire, qui avait pour thème la «réalisation des objectifs du millénaire pour le développement au Maroc: Une analyse par un modèle d'optimisation spatiale», rafle la première place. «*Cette distinction qui m'a procuré une certaine renommée et ouvert plusieurs portes*», témoigne Bouba Housseini. «*Tous les grands*

Economiste aux Nations unies

patrons présents voulaient me parler et m'ont mis en contact avec leurs services RH. Le lendemain, ils voulaient tous me recruter», se rappelle-t-il. Cependant, le jeune chercheur était déjà sur le départ. Il avait prévu un PhD au Canada. «*J'ai continué à faire valoir le prix sur mon CV, car pour moi c'était une grande distinction*», livre-t-il.

Après son doctorat à l'université de Laval, Housseini travaille pendant trois ans dans un centre de recherche de l'Université d'Oxford en Angleterre. Il revient ensuite au Canada, où il exerce pendant cinq ans au sein du Centre de recherche pour le développement international (CRDI), avant d'intégrer les Nations unies. Avec son doctorat,

il fait entre-temps du consulting pour diverses organisations et publie des articles.

Sa maîtrise des statistiques lui ouvre de nombreuses opportunités. «*La statistique est un outil d'aide à la décision, et la vie est faite de décisions, dans toutes les organisations*», explique Bouba Housseini. «*Nous sommes aussi aujourd'hui dans un monde de données. Un statisticien qui combine ses connaissances avec les nouveaux outils technologiques pourrait exceller dans tous les secteurs. Si cela était à refaire, j'aurais choisi la statistique et l'économie*», souligne-t-il. □

A.Na

Journaliste, fonctionnaire puis professeur universitaire



Nabil Boubrahimi, gagnant de la catégorie Doctorat, édition 2009

C'EST en tant que journaliste à L'Economiste, vers le début des années 2000, que Nabil Boubrahimi a démarré sa carrière professionnelle. Sa carte de presse, même «périmée», il la garde toujours précieusement. Ses réflexes de journaliste, aussi, il ne s'en est jamais défait. «*C'est à L'Economiste que j'ai appris à chercher l'information, la vérifier et la traiter en profondeur*», confie-t-il. Ces qualités lui serviront plus tard dans la préparation de sa thèse. Et c'est avec ses lunettes de journaliste qu'il choisit un sujet d'actualité pour son cycle doctoral à l'université de Rabat, celui des enjeux des accords de libre-échange conclus par le Maroc dans le secteur des services. Il s'y penche sur un cas pratique, celui de l'Accord de libre-

échange complet et approfondi avec l'UE (ALECA), avec des quantifications, une analyse critique de l'offre européenne et des recommandations.

Après L'Economiste, Nabil Boubrahimi intègre le Conseil national du commerce extérieur (CNCE) en tant que chargé d'études. Quelques années plus tard, il postule pour le concours de L'Economiste et remporte le prix de la meilleure thèse de l'édition 2009. «*Grâce à la bonne médiatisation de l'événement, ma thèse n'est pas restée dans un tiroir. J'ai été invité pendant un à deux ans par des think tanks, centres de recherche, universités... à présenter mon travail. La récompense octroyée m'a également permis de publier ma thèse sous forme d'ouvrage*», précise Boubrahimi. Cet élan l'encourage à opter pour la voie de la recherche. Il postule alors au poste d'enseignant chercheur à la faculté d'économie et de gestion de Kénitra. Sur son CV, il met bien en évidence son prix de L'Economiste.

En 2020, l'un des étudiants qu'il a encadrés, Marouane Raissi, remporte lui aussi le Prix de L'Economiste de la meilleure thèse de doctorat, réalisée autour des «politiques économiques au service d'une croissance inclusive au Maroc: Cas du Policy Mix». «*J'ai donc été primé une deuxième fois avec le prix du meilleur encadrant*», se réjouit-il. □ A.Na

«Un boost pour réaliser mon rêve de devenir professeur universitaire»



Hind Hourmat Allah, gagnante de la catégorie Doctorat, édition 2010

ETRE professeur universitaire, c'était le rêve de Hind Hourmat Allah. Mais la jeune doctorante qu'elle était, malgré son ambition d'appartenir à une communauté scientifique, était pleine de doutes et de questionnements. «*La recherche académique est un domaine où l'incertitude est constante*», livre-t-elle. Le Prix de L'Economiste de la meilleure thèse de doctorat, dans son édition 2010, viendra dissiper ses doutes, la conforter dans son choix, et surtout, la faire croire en son potentiel. «*Etre soutenue par le 1^{er} quotidien économique au Maroc était pour moi un vrai encouragement à poursuivre sur ce chemin, qui est certes difficile mais passionnant*», commente-t-elle. Et d'ajouter: «*C'était comme une validation d'années de travail très acharné, et*

une motivation pour aller de l'avant».

Sa thèse, sur les «facteurs de contingence de l'internationalisation des PME familiales du secteur de la pêche au Maroc», remporte tout de suite après une seconde distinction, cette fois-ci de son université, Cadi Ayyad de Marrakech, dont elle est le pur produit. Le président de l'université de l'époque la convoque pour lui annoncer le prix de la meilleure thèse en sciences de gestion. Cette deuxième reconnaissance renforce son sentiment de «légitimité» au sein de la communauté de chercheurs.

A croire que les astres s'étaient alignées pour exaucer son souhait. Peu de temps après la cérémonie de remise du Prix de L'Economiste, sa candidature pour intégrer la faculté de droit de Marrakech en tant que professeur assistante est acceptée. Et c'est là que démarre réellement sa carrière scientifique. Quinze ans après, elle continue à vivre sa passion. Désormais professeur de l'enseignement supérieur (PES), elle est aussi membre d'un laboratoire interdisciplinaire de recherche et d'études en management et droit de l'entreprise. Elle est, en outre, active dans des réseaux de recherche à l'international, ce qui lui a permis de s'ouvrir sur de nouvelles perspectives en sciences sociales, et de développer son analyse critique. □

A.Na

Que sont-ils devenus?

De candidat à membre du jury

2011 a été une année exceptionnelle pour Tarik El Malki. C'est l'année où il obtient le Prix de L'Economiste de la meilleure thèse, pour son doctorat intitulé «environnement des entreprises, responsabilité sociale et performance: analyse empirique dans le cas du Maroc», obtenu un an plus tôt de l'université Aix Marseille II. C'est aussi l'année où il intègre l'ISCAE en tant que professeur assistant, et où il se marie.

En rejoignant l'ISCAE, Tarik El Malki tourne la page du Centre marocain de conjoncture (CMC), où il était directeur de développement. A la prestigieuse business school publique, il gravit les échelons. Il accède au grade de professeur habilité en 2015 avant de devenir directeur du développement de la recherche et de la communication en 2016, puis directeur de l'ISCAE Rabat en janvier 2019. Fin 2022, il devient pro-

fesseur de l'enseignement supérieur (PES). En juillet 2023, il est nommé DG du groupe ISCAE par intérim. Un poste dans lequel il est confirmé en décembre de la même année. Ce parcours n'aurait pas été possible sans une «révélation», selon ses propres mots, celle du Prix de L'Economiste pour la recherche.

En effet, Tarik El Malki se prédestinait à une carrière dans la banque. Repéré par un chasseur de têtes, il devait monter un centre de recherche au sein d'un grand groupe bancaire. Cependant, sa directrice de thèse l'encourage à s'engager dans une carrière de chercheur. Un choix dont il n'était pas vraiment convaincu. Le Prix de L'Economiste finit par le conforter dans sa décision, mais également par confirmer la pertinence de sa thématique. «C'était l'une des premières thèses à traiter de la RSE, qui était peu connue au Maroc à l'époque, à



Tarik El Malki, gagnant de la catégorie Doctorat, édition 2011

travers une enquête auprès des entreprises», relève El Malki. «Quand j'ai reçu le prix, c'était pour moi une surprise. J'en garde une immense joie et une grande fierté», poursuit-il.

L'expérience de Tarik El Malki avec le Prix de L'Economiste est particulière. En 2018, il est invité à rejoindre son jury. «C'est une expérience formidable, avec un jury qui incarne la diversité et le professionnalisme. Je tiens à rendre hommage à son président, Driss Alaoui Mdaghri, un homme tout simplement fascinant, qui a vécu 1.000 vies!» témoigne-t-il. En 2023, l'un des doctorants qu'il encadre, Ahmed Ezzerhouni, remporte le prix de la meilleure thèse, traitant de l'entrepreneuriat salarial. Une autre fierté pour le directeur de l'ISCAE. «L'entrepreneuriat est d'ailleurs mon autre cheval de bataille», lance-t-il. El Malki l'a enseigné pendant des années à l'ISCAE. Il a aussi monté un incubateur universitaire, Blue Space, avec Bank Of Africa en 2019. □

A.Na

Consultant et formateur de fonctionnaires des pays arabes



Mohamed Amine Lezar, gagnant de la catégorie Doctorat, édition 2012

JEUNE chef du service de la compétitivité économique au ministère des Finances, Mohamed Amine Lezar candidate pour le Prix de L'Economiste dans sa 8e édition, en 2012. Une manifestation qui gagnerait, selon lui, à être dupliquée par d'autres institutions, afin d'encourager les jeunes chercheurs. Le prix de la

meilleure thèse de doctorat, réalisée à l'université de Rabat autour de la «parité réelle du dirham: approche par le taux de change réel d'équilibre», qu'il reçoit, le motive pour explorer de nouveaux horizons. Il postule alors pour un poste d'expert à l'étranger, et plus exactement à l'Institut arabe de planification au Koweït, après une vingtaine d'années d'exercice dans la fonction publique. «C'est là où je me suis senti le plus valorisé», partage-t-il.

Parmi ses attributions, la production d'articles scientifiques (publiés dans des revues internationales) et de rapports. «Notre principale mission est de produire des consultations pour différents pays arabes, afin d'éclairer les décideurs sur diverses questions», explique Lezar. Il procède également à des formations de fonctionnaires de ces pays, ce qui l'amène à se déplacer régulièrement entre les Etats de la région Mena. □

A.Na

«Le Prix de L'Economiste a été un tremplin»



Farid Azahaf, gagnant de la catégorie Bachelor, édition 2013

GAGNANT de l'édition 2013 dans la catégorie «Bachelor», pour son travail de recherche sur la contribution de la démarche Lean Sigma dans l'amélioration de la performance en entreprise, Farid Azahaf a multiplié les expériences professionnelles. Ce titulaire d'un bachelor en management et d'un master en finance et audit à l'ESCG de Tanger a ainsi rejoint la Sist British University de la ville du Detroit, en 2015, en tant qu'enseignant vacataire, capitalisant ainsi sur sa licence en littérature et langue an-

glaise décrochée en 1996. «A travers cette démarche, j'ai tenté de combiner mes compétences en langues et mon expérience en management de la logistique», confie-t-il. Quelques mois plus tard, en 2017, il change de cap en intégrant la multinationale «Basra Gateway Terminal» en Irak, pour y occuper plusieurs postes de management. Une expérience à l'étranger de plusieurs années qui l'a particulièrement marqué et forgé. «Travailler en Irak m'a permis de découvrir de nouvelles cultures d'entreprise et d'appliquer des méthodes de travail que je ne connaissais pas auparavant. Cette ouverture d'esprit m'a beaucoup fait évoluer en matière de développement personnel», tient à souligner l'ex-lauréat. Enfin, en 2021, il se lance dans l'entrepreneuriat et ouvre sa poissonnerie. Une phase transitoire selon lui avant de pouvoir trouver sa voie. «Le Prix de L'Economiste m'a servi de tremplin et le travail pour lequel j'ai été distingué, qui se résume en une méthode permettant d'améliorer les performances des entreprises en interne, m'a beaucoup aidé durant ces expériences», révèle ce dernier. □

K.A.



20 ANS DU PRIX DE L'ECONOMISTE

Anciens lauréats:

«A la croisée de la finance et des dynamiques migratoires»

SPÉCIALISTE des services bancaires dédiés aux Marocains résidant à l'étranger (MRE), Myriam Soual s'est illustrée par son travail de recherche novateur sur les comportements de la seconde génération des MRE face aux transferts d'argent, et les stratégies des banques marocaines afin de capter leur épargne. Ce sujet, à la croisée de la finance et des dynamiques migratoires, lui a valu le Prix de L'Economiste, édition 2013, pour le meilleur mémoire de master.

«Ce prix a été une immense fierté et un véritable honneur, d'autant plus qu'il était totalement inattendu», partage-t-elle. Une reconnaissance qu'elle a su valoriser dans son parcours professionnel: «J'ai forcément mentionné cette distinction dans mon CV, et cela a joué un rôle crucial dans certaines opportunités.»

Avant cette consécration, Myriam Soual travaillait pour Chaabi Bank à Paris, dans la mobilisation de l'épargne des MRE. Elle a ensuite évolué vers le domaine du consulting et exercé en tant que conseillère en private banking, accompagnant une clientèle privée dans la gestion de leur pa-



Myriam Soual, gagnante de la catégorie Master, édition 2013

trimoine.

Actuellement, ayant accueilli l'heureuse arrivée de son deuxième enfant, elle se consacre pleinement à sa famille. Si elle n'a pas poursuivi dans le domaine de la recherche après son master, elle nourrit toujours l'espoir d'y revenir un jour: «C'est un regret, mais j'aimerais y consacrer du temps à l'avenir». □

G.B.

Une carrière bancaire africaine

PARTAGÉ entre le Maroc et la Côte d'Ivoire, Tilomian Kone se définit comme un pur produit de l'enseignement africain. Après avoir obtenu son diplôme d'ingénieur à l'INSEA (Institut national de statistique et d'Economie Appliquée) de Rabat, il entame sa carrière au sein du groupe BMCE Bank. Avec plus de 10 ans d'expériences dans le secteur bancaire, il occupe aujourd'hui le poste de directeur risques au sein de SUNU Investment, la holding bancaire du groupe SUNU, en Côte d'Ivoire.

Son mémoire intitulé «Analyse prospective du potentiel de la clientèle et du risque crédit aux particuliers», se distingue en 2015, avec le Prix de L'Economiste. Ce travail de recherche visait à réaliser des analyses prospectives sur l'ensemble des pays francophones d'Afrique subsaharienne, en tenant compte des conjonctures économiques, des perspectives

de croissance, du contexte politique et des opportunités sociales.

«Ce prix est une belle reconnaissance par mes pairs et une fierté pour mon parcours de formation. Il a été d'une influence positive par rapport à mon employeur de l'époque, et donc dans ma carrière professionnelle», partage Kone. «Je me souviens surtout des mots d'encouragements et de félicitations du ministre marocain de l'Enseignement supérieur de l'époque, Lahcen Daoudi», ajoute-t-il.

En tant que directeur risque et contrôles, Kone met en pratique, aujourd'hui encore, les techniques et la démarche scientifique adoptées lors de la réalisation de son mémoire. Bien que sa carrière en entreprise l'ait momentanément éloigné de la recherche, il se dit résolument déterminé à renouer avec le monde académique et scientifique dans un avenir proche. Il nourrit un intérêt particulier pour les problématiques économiques et politiques appliquées. □

G.B.



Tilomian Danoubie Kone, gagnant de la catégorie Master, édition 2015

«Un point de départ pour une nouvelle aventure»



Majda El Agy, gagnante de la catégorie Doctorat, édition 2014

C'EST pour sa thèse de doctorat sur la contribution de l'accompagnement au succès entrepreneurial, décrochée à l'Université Ibn Zohr d'Agadir (UIZ), que Majda El Agy remporte en 2014 le Prix de L'Economiste. Une gratification suite à laquelle la jeune docteure reçoit des mains du président de l'UIZ un certificat d'honneur. Elle choisit alors de s'investir activement dans la recherche sur l'entrepreneuriat. «Outre ma fonction de professeure assistante au département de sciences de gestion à la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Marrakech, je suis depuis 2016 membre permanent du Labora-

toire interdisciplinaire de recherches et d'études en management des organisations et droit de l'entreprise de l'Université Cadi Ayyad», confie-t-elle. «J'ai à mon actif près d'une dizaine de publications scientifiques et une vingtaine de communications entreprises au sein de colloques tant nationaux qu'internationaux. Des recherches au sein desquelles je me suis intéressé aux facteurs à succès des entrepreneurs, aux pratiques d'accompagnement entrepreneuriales dans le contexte marocain ainsi qu'à la résilience entrepreneuriale», renchérit El Agy. Passionnée par l'entrepreneuriat et par les challenges constants

que cette discipline en plein essor au Maroc représente, elle participe régulièrement à des séminaires doctoraux et à des travaux d'expertise sur le sujet. Outre le Prix de L'Economiste, la docteure s'est vue distinguée lors d'une manifestation en France. Elle a reçu le prix de la meilleure communication francophone lors de la seconde rencontre entre les acteurs des réseaux d'accompagnement et chercheurs de Montpellier en 2012, pour son papier sur les facteurs de motivation des accompagnateurs mentors bénévoles. □

K.A.

Que sont-ils devenus?

Ouvrages, articles... Des pas sûrs dans le monde de la recherche

A l'obtention du Prix de L'Economiste en 2016, pour sa thèse intitulée «*Une approche micro-économétrique pour l'évaluation des inégalités et de la qualité du système éducatif marocain*», Mariem Lioua Eddine venait d'intégrer l'Université Ibn Tofail de Kénitra en tant que professeur. Depuis, elle est devenue directrice adjointe du laboratoire de recherche en sciences économiques et politiques publiques. La structure organise régulièrement des manifestations scientifiques (colloques, workshops), et développe des collaborations à l'international. Parmi elles, une



Mariem Lioua Eddine, gagnante de la catégorie Doctorat, édition 2016

collaboration avec un laboratoire d'Harvard-Kennedy School, avec lequel le laboratoire de Kénitra déploie un programme Bcure (building capacity to use research evidence).

Il a pour objectif de «mettre en place des politiques publiques basées sur les évidences scientifiques».

Mariem Lioua Eddine a publié un ouvrage de référence intitulé «Capital humain et développement social au Maroc» avec le Policy Center for the New South qui relève de l'UM6P. «C'est un ouvrage qui traite avec des don-

nées probantes (scientifiques) des thématiques économiques et sociales comme l'éducation, la santé, le capital humain, la pauvreté, les inégalités», explique-t-elle. La chercheuse compte à son actif un autre ouvrage sur l'inclusion sociale, et un troisième qui vient de paraître, sur les questions microéconomiques modernes.

Ses articles concernant le Maroc et l'Afrique subsaharienne sont publiés autant dans des revues scientifiques marocaines qu'internationales. □

M.L.

Un ticket pour les think tanks et comités scientifiques internationaux

TITULAIRE d'un doctorat en sciences de gestion, et d'une habilitation à diriger des recherches au sein du groupe ISCAE, Selma Haj Khelifa s'est distinguée en 2017, en remportant le Prix de L'Economiste pour la meilleure thèse de doctorat. Son travail, intitulé «Système Balois et accès des PME au financement bancaire», met en lumière les défis de la réglementation prudentielle par rapport à l'accès au crédit des petites structures. «Ce prix est une reconnaissance de mon travail, mais c'est aussi une célébration de l'amour et de la détermination qui m'ont été transmis par ma petite famille, ce qui a rendu ce moment d'autant plus spécial et marquant», partage la chercheuse.

Diplômée de la Cambridge Judge Business School en Fintech Innovation et certifiée en finance islamique par le CIBAFI, elle possède une expertise pointue dans l'adaptation des systèmes financiers aux mutations technologiques et réglementaires. Avec



Selma Haj Khelifa, lauréate de la catégorie Doctorat, édition 2017

12 ans d'expérience en consulting, notamment chez Deloitte en France et au Maroc, elle a accompagné des institutions financières et PME dans la gestion des risques et l'optimisation de leurs opérations.

Son prix en 2017 a marqué un tournant dans sa carrière: «Cette distinction a renforcé ma crédibilité et ma visibilité en tant qu'experte, ce qui m'a permis d'intégrer des think tanks et des comités scientifiques Internationaux. Ces échanges ont non seulement enrichi mes connaissances, mais m'ont également conduit vers des collaborations fructueuses», confie-t-elle.

Professeure au sein du groupe ISCAE et conseillère auprès d'organismes internationaux, elle demeure engagée dans la recherche. Khelifa publie régulièrement dans des revues indexées Scopus et contribue à la Centrale des cas de Paris avec des études alliant théorie et pratique. □

G.B

Entrepreneur chercheur

EN 2018, Abderrahmane Salhi obtient un doctorat de l'ISCAE. Lui-même DG d'une entreprise familiale, Maroc Bureau, il soutient une thèse autour de la «Contribution à la connaissance de la gouvernance des entreprises familiales: Cas des entreprises familiales marocaines non cotées».

Ce choix naturel est récompensé en 2018 par le Prix de L'Economiste, qui lui offre une visibilité au sein de la communauté scientifique. Abderrahmane Salhi anime depuis plusieurs colloques nationaux et internationaux. «Il y a deux ans, lors d'un colloque autour de cette problématique, j'étais le représentant académique d'un panel, en présence de plusieurs entreprises familiales. La décision a été prise de créer l'Institut de l'entreprise familiale. J'ai alors compris l'importance de prendre en charge cette problématique dans un cadre structuré, qui accompagne les entreprises familiales dans la gouvernance et la pérennisation de leur activité à travers les générations», confie-t-il.

Le Prix de L'Economiste a été un élément motivant pour continuer dans la recherche, à travers des publications d'articles. En



Abderrahmane Salhi, gagnant de la catégorie Doctorat, édition 2018

plus d'un ouvrage sur la gouvernance en entreprises familiales qu'il finalise en ce début d'année, il a contribué à un livre collectif édité par l'ISCAE en janvier 2024, intitulé: «50 ans de management, regards croisés d'un demi-siècle», sous la direction de l'ancien directeur de l'ISCAE, Rachid Mrabet (1995-2011), et préfacé par un autre ex directeur de l'école, Driss Alaoui Mdaghri (1976-1983). □

M.L.



20 ANS DU PRIX DE L'ECONOMISTE

Anciens lauréats:

«Un tournant dans ma carrière professionnelle»

APRÈS un bachelor à l'Ecole supérieure de journalisme et de communication, Amira Belghazi soutient, en 2018, sa thèse sur l'impact des réseaux sociaux sur la communication des entreprises marocaines. Un travail pour lequel elle décrochera le Prix de L'Economiste un an plus tard, et qui fera du marketing digital son domaine professionnel de prédilection. Auparavant rédactrice web en tourisme événementiel, poste à travers lequel elle rédigeait des articles sur des lieux et des événements touristiques pour le compte du média Premium Travel News, la jeune femme est devenue en 2019 chef de projet digital au sein de l'agence VOID, avant de venir consultante à son compte dès 2022. «Le Prix de L'Economiste a représenté un tournant dans ma carrière professionnelle. Cette distinction a nourri davantage mon intérêt pour le marketing digital, un domaine d'avenir devenu aujourd'hui stratégique pour les entreprises»,



Amira Belghazi, gagnante de la catégorie Bachelor, édition 2019

tient à confier Amira Belghazi. «Soigner sa e-réputation constitue de nos jours un enjeu crucial pour toutes les structures économiques. Le digital est devenu un incontournable pour pouvoir atteindre son audience et renforcer sa notoriété», complète-t-elle. Aujourd'hui, la consultante spécialisée n'est plus impliquée dans la recherche, bien qu'elle compte y revenir par la suite. «Mes projets me permettent d'explorer en continu les tendances émergentes du domaine», souligne-t-elle. A l'avenir, la jeune femme compte s'intéresser à un autre domaine qui lui tient à cœur: l'impact culturel.

«Je souhaite collaborer ces prochaines années avec des marques engagées dans la valorisation de la culture et de la musique au Maroc», conclut-elle avec ferveur. □

K.A

Une vocation confirmée pour les RH



Fatima Zahra Siragi, gagnante de la catégorie Doctorat, édition 2019

GAGNANTE de l'édition 2019 pour sa thèse sur l'impact du plafonnement de carrière sur l'engagement organisationnel, Fatima Zahra Siragi s'est prise de passion pour les ressources humaines depuis ce double sésame. Un parcours professionnel qu'elle n'avait pas anticipé au départ. Diplômée d'un bac+4 en audit et contrôle de gestion de l'ENCG en 2009, elle n'obtient en effet son master de recherche en management et son doctorat en sciences de gestion au sein de la même école que plusieurs années plus tard (respectivement en 2013 et en 2018). «De profil financier à la base, je me suis rendue compte, une fois plongée dans le

monde du travail, de l'importance capitale des ressources humaines pour l'entreprise et de leur impact sur sa performance. La performance sociale de la fonction RH est étroitement liée à la réussite de toute structure actuelle», confie-t-elle. «En termes de recherche, il reste beaucoup à accomplir dans ce domaine. J'ai donc décidé de me reconvertir et de suivre ma passion», complète Siragi. Après le Prix de L'Economiste de 2014, elle devient en octobre 2015 enseignante vacataire à l'ENCG, puis, en mai 2019, professeure assistante avant de devenir en mai 2023 professeure habilitée. Son parcours lui a permis de se spécialiser en gestion des ressources humaines et de se distinguer par ses recherches scientifiques nombreuses sur la question. En effet, outre l'encadrement de travaux de thésards, l'experte détient à son actif bon nombre de publications scientifiques portant sur la reconnaissance au travail, ou encore la marque employeur. «Le Prix de L'Economiste m'a permis de gagner en notoriété dans ce domaine tout en m'apportant sur le plan personnel un réel sentiment d'accomplissement», conclut-elle sur ce point. □

K.A

Sur les traces des fintech

DOUNIA Berrachid a remporté l'édition 2019 du Prix de L'Economiste pour son travail de recherche de doctorat réalisé à l'ENCG d'Agadir, portant sur «l'interaction entre le capital humain et le capital social dans le succès des entrepreneurs sociaux: cas des plateformes de crowdfunding conformes à la Shariah». Un thème qui l'a intrigué depuis l'apparition des premières fintech en 2014.

«Outre les moyens de financement traditionnels tels que les banques ou encore les sociétés de capitaux, les fintech, plus faciles d'accès, ont fait leur entrée en

2014. J'ai voulu en savoir plus sur ce créneau d'avenir», confie-t-elle à ce sujet.

«A travers ce travail, j'ai souhaité encourager les entrepreneurs sociaux à acquérir des fonds pour financer leurs projets et leur transmettre les facteurs clés de succès d'une campagne de crowdfunding réussie», complète la chercheuse. Un choix qui a influé l'orientation de son parcours professionnel. Enseignante universitaire à Agadir au départ de matières «classiques» telles que le contrôle de gestion ou encore le business plan, elle s'est vu confier par la suite des matières comme le e-commerce et la e-réputation témoignant de son intérêt grandissant pour l'apport des nouvelles technologies sur la finance. Après le Prix de L'Economiste, l'experte a vu sa notoriété s'accroître sur le marché et a publié davantage de travaux de recherche, notamment plusieurs publications scientifiques portant entre autres sur la fintech, l'entrepreneuriat social et l'intention entrepreneuriale. «Ce prix m'a apporté une certaine reconnaissance dans le milieu de l'enseignement mais, également, dans le milieu professionnel en général», assure Berrachid. □

K.A



Dounia Berrachid, gagnante de la catégorie Doctorat, édition 2019

Que sont-ils devenus?

Une passion pour la recherche qui se poursuit



Mohamed Bijou, gagnant de la catégorie Doctorat, édition 2021

APRÈS l'obtention d'un doctorat en 2021, Mohamed Bijou remporte le Prix de L'Economiste pour sa thèse intitulée «*Qualité de l'éducation, taille des classes et mixité sociale, un réexamen à partir des méthodes à variables instrumentales et semi-paramétriques sur données multiniveaux - Cas du Maroc*».

Une reconnaissance qui le motive pour tracer son chemin dans la recherche. Quatre ans plus tard, sa carrière se poursuit à l'université Mohammed V, où il est devenu professeur. Le recours à l'économétrie pour étudier l'école dans sa thèse le passionne encore.

Il s'intéresse en outre au financement et à la soutenabilité financière.

Une thématique qu'il a appliquée à l'étude du Régime d'assistance médicale (RAMED).

D'abord employé au Conseil supérieur de l'éducation, et plus particulièrement au sein de son instance nationale d'évaluation en 2014, il s'intéresse à deux critères d'évaluation des politiques publiques éducatives: la taille de la classe et le rôle de la mixité sociale.

Ces critères deviennent une piste de recherche pour lui plus tard. L'évaluation de l'éducation nationale à travers les enquêtes internationales standardisées (Timss, Pirls, etc.) lui permet de compléter son analyse. □

M.L.

De la performance des organisations à l'IA



Naoual Mamdouh, gagnante de la catégorie Doctorat, édition 2023

«*Je me rappelle encore du sentiment de fierté de voir mes travaux reconnus par un comité scientifique. C'était pour moi un moment d'émotion devant mon entourage académique et personnel, mais aussi une motivation pour continuer la recherche dans les sciences économiques, notamment depuis que je suis devenue enseignante*», confie Naoual Mamdouh. Elle a remporté le Prix

de L'Economiste en 2023, pour sa thèse sur l'évaluation de la performance des organisations d'économie sociale et solidaire. C'était la même année de l'obtention de son doctorat de l'université Ibn Zohr d'Agadir. Peu de temps après, elle s'engage dans l'enseignement supérieur, à l'université Hassan Premier de Settat. Elle y prépare actuellement son habilitation, dans la même thématique mais sous un angle encore sous exploité au Maroc: l'intelligence artificielle.

Les résultats de ses recherches font ressortir une faible implémentation de l'IA au niveau des entreprises. «*Elles en sont encore à un stade embryonnaire, elles n'ont pas encore conscience de l'apport de l'IA en termes d'efficacité, ou ne disposent pas encore des moyens de l'intégrer, sachant que la majorité sont des TPE/PME*».

Depuis l'attribution du Prix de L'Economiste, Naoual Mamdouh publie des articles dans des revues scientifiques internationales, et participe à des congrès au Maroc et à l'étranger. □

M.L.

LA NEWSLETTER



L'information économique de référence à travers une sélection de nos meilleurs articles et flashes info

ÉCONOMIE | ENTREPRISES | RÉGIONS

SOCIÉTÉ | INTERNATIONAL | POLITIQUE

Inscrivez-vous gratuitement sur : www.leconomiste.com/la-newsletter

L'ECONOMISTE
LA RÉFÉRENCE AU QUOTIDIEN



Plus de jeunes optent pour la recherche, mais...

Le nombre d'étudiants choisissant de se lancer dans un projet de recherche doctoral augmente d'année en année. La R&D, aussi, connaît une certaine dynamique sur les dix dernières années, avec un engagement plus net des acteurs socioéconomiques. Néanmoins, tout n'est pas parfait. La directrice du Centre national pour la recherche scientifique et technique (CNRST), Jamila El Alami, nous en parle.

- L'Economiste: Les jeunes restent peu nombreux à opter pour une carrière dans la recherche, et nombreux à abandonner leur thèse. Comment en attirer plus, et surtout, comment les fidéliser?

- **Jamila El Alami:** Contrairement aux idées véhiculées, l'intérêt pour une carrière dans la recherche est grandissant. Durant la dernière décennie, le nombre d'étudiants ayant choisi des études doctorales, premier jalon d'un parcours dans la recherche, a considérablement augmenté. Le nombre de doctorants est passé de 25.705 en 2014 à 44.000 en 2024, soit +72%. Cet intérêt accru résulte d'une politique volontariste, qui a identifié le capital humain comme un levier essentiel, afin de répondre aux besoins croissants en compétences scientifiques et technologiques. Dans cette optique, le pays a mis en place de nombreuses initiatives visant à améliorer les conditions de vie et de travail des doctorants et des chercheurs en général.

- Dont le nouveau statut de l'enseignant-chercheur?

- En effet, le Maroc a amorcé un



Jamila El Alami, directrice du CNRST: «Les efforts réalisés ces dernières années ont permis d'accroître la contribution du secteur privé au financement de la recherche, atteignant environ 30% du budget total dédié» (Ph. Privée)

tournant décisif en 2023 avec l'actualisation de ce statut. Il valorise davantage le métier en offrant des perspectives d'évolution de carrière et une meilleure rémunération, renforçant ainsi l'attractivité de cette vocation. De plus, plusieurs programmes, y compris de bourses, valorisant le parcours de recherche ont été lancés (voir encadré).

- Mais 44.000 doctorants, est-ce suffisant?

- Bien évidemment 44.000 thésards ce n'est pas suffisant. Cela dit,

l'évolution est importante. De plus, le nombre de doctorants dépend également de la capacité du système en termes d'enseignants-chercheurs (ayant le droit de diriger des thèses), et des moyens disponibles, qui sont en amélioration continue (structures d'accueil, financement...).

- Les entreprises pour leur part demeurent peu impliquées dans la recherche et peu ouvertes sur le monde universitaire. Comment briser ce mur de glace?

- Les efforts réalisés ces dernières années ont permis d'accroître la contribution du secteur privé au financement de la recherche, atteignant environ 30% du budget total dédié (Académie Hassan II des sciences et techniques). Dans ce contexte, le Maroc s'est engagé non seulement dans la promotion de la recherche scientifique mais également dans sa valorisation, à travers le renforcement des liens entre les différents centres de recherches et le monde socioéconomique. Dans ce cadre, des projets de recherche sont menés en partenariat

avec le secteur socio-économique, notamment l'OCP, Holding Al Omrane, etc.

- Quelles sont les initiatives prises dans ce sens?

- La Convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) France-Maroc est par exemple un programme phare de rapprochement et de renforcement des relations université-entreprise en matière de recherche scientifique. Lancé en 2016, il permet aux doctorants bénéficiaires de se doter d'une expérience de la recherche collaborative, entre les deux milieux, académique et industriel, et de se placer dans des milieux d'emploi multiculturels et des conditions scientifiques et financières optimales pour réaliser leurs thèses.

Ce défi a été également traité au niveau de l'attribution de la bourse PASS (PhD-Associate Scholarship – PASS) pour les doctorants moniteurs. Parmi les bourses PASS attribuées en 2023, environ 9% ont été dédiées à des thématiques visant à développer la R&D au sein des entreprises. □

Propos recueillis par
Ahlam NAZIH

Plusieurs bourses, cela dit, insuffisantes



doctorants peuvent donc se désister de la bourse, tout en continuant leur travail de recherche. Le Conseil supérieur de l'éducation avait estimé, pour sa part, en 2018, le taux d'abandon des doctorants boursiers à près de 40%. Le ministère de l'Enseignement supérieur, quant à lui, avait relevé en 2019 que globalement 9 thésards sur 10

décrochent.

POUR encourager les étudiants à s'engager dans des projets de thèse, plusieurs types de bourses ont été proposés. C'est le cas du programme de bourses d'excellence introduit à partir de 2003 et amélioré en 2011 et 2013. Toutefois, il ne couvrait que 300 doctorants pour un montant de 3.000 DH par mois. «Un phénomène de désistement a été observé parmi les bénéficiaires. Cette tendance s'explique principalement par l'insuffisance du montant alloué», reconnaît El Alami, qui fait la nuance entre désistement de la bourse et abandon de la thèse. Les

En 2023, un programme de bourses pour doctorants moniteurs (PASS) a été ouvert. Il bénéficie à 1.000 doctorants par an, pour un montant de 7.000 DH par mois. L'initiative est encourageante, néanmoins, elle gagnerait à être élargie. Ce programme vient remplacer celui de la bourse d'excellence, non renouvelé depuis 2021.

Des bourses spécifiques sont, par ailleurs, de mise, comme la bourse CIFRE, ainsi que celles dédiées aux technologies spatiales (8.000 DH par mois). □

Financements: Besoin de simplifier les procédures

OBTENIR plus de financement pour la recherche, c'est bien, mais simplifier la dépense des budgets c'est encore mieux. Aujourd'hui, les structures de recherche universitaires se heurtent à des procédures administratives complexes, retardant leurs activités et les empêchant de mener à bien leurs projets. «Améliorer et simplifier les procédures de gestion administrative et financière de recherche est une recommandation très récurrente des instances d'évaluation et d'audit dans tous les rapports d'évaluation»,

souligne la directrice du CNRST. Les procédures de gestion financière au sein des universités ont certes été revues, grâce à une décision conjointe entre le ministère de l'Enseignement Supérieur et celui des Finances, en vigueur depuis janvier 2016. Cependant, les projets de recherche continuent à faire face à de lourdes contraintes administratives. «La version modifiée de la loi 01.00 inclura un chapitre réservé exclusivement à la recherche et à l'innovation», révèle Jamila El Alami. □



Dépenses R&D: «Nous avons dépassé les 0,75% du PIB»

■ Un «essor significatif» du secteur durant la dernière décennie

■ Programmes de financement ambitieux, arrivée de nouveaux acteurs...

■ L'investissement consenti tournerait autour de 1%

LE dernier chiffre relatif à la Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) a été fourni par l'Académie Hassan II des sciences et techniques pour l'année 2016, et ce, dans son rapport de janvier 2019. Il serait ainsi de 0,75% du PIB. Pour Jamila El Alami, il est aujourd'hui difficile de maintenir cette estimation comme référence.

Selon la directrice du CNRST, la recherche scientifique au Maroc a connu un «essor significatif» durant la dernière décennie, «soutenue par une volonté politique affirmée de promouvoir ce secteur». Des efforts considérables ont ainsi été consentis pour moderniser les infrastructures de recherche (renouvellements, nouvelles constructions aux normes internationales, certifications...). Les structures de recherche se sont,



D'une moyenne de 31 millions de DH par an entre 2001 et 2016, le budget des appels à projets gérés par le CNRST est passé à 51 millions de DH entre 2017 et 2024

en outre, renforcées avec l'arrivée de nouveaux acteurs, notamment les universités en Partenariat Public-Privé (3P) et privées. L'on peut également relever le développement des plateformes nationales de recherche, le lancement de programmes de financement ambitieux, l'intensification des collaborations..., ou encore, l'augmentation des abonnements aux ressources électroniques, et l'amélioration de l'accès à divers outils (l'identification d'objet numérique, DOI, l'anti-plagiat...).

Les leviers à activer pour booster la recherche selon le CNRST

1- Renforcement de la Gouvernance et mobilisation des institutions pour le financement de la recherche

- Asseoir une gouvernance public-privé du Système national de recherche et d'innovation, et promouvoir une coordination renforcée entre les départements ministériels;
- Assurer la récurrence et la régularité des appels à projets;
- Assouplir les procédures de gestion financière des projets de recherche et des projets de valorisation des résultats;
- Mettre en place des structures d'aide au montage et à la gestion financière des projets de recherche au sein des universités et centres de recherche;
- Doter les structures de valorisation de la Recherche et de l'innova-

tion d'un cadre juridique adéquat, notamment en termes de simplification des démarches administratives et financières.

2- Assoir un cadre favorable aux contributions du secteur privé

- Elaborer un cadre juridique stimulant pour les jeunes entreprises innovantes: Un «Small Business Act» qui permet l'octroi de plusieurs avantages aux startups;
- Faciliter l'accès des PME au financement et encourager le développement du capital-risque;
- Introduire un ensemble de mesures incitatives à la R&D, destinées à encourager les entreprises à investir et mener des programmes de R&D, telles que des crédits d'impôt pour la R&D, l'exonération de l'IS sur les dépenses R&D externalisées, etc.□

Tech-Tamkeen

CES dernières années, l'accent est également mis sur le transfert de technologies, ainsi que sur la valorisation des résultats de la recherche. Dans ce sens, en 2018 le CNRT a lancé le programme Tech-Tamkeen, pour accélérer ce processus. Ce programme prévoit le renforcement du réseau marocain d'experts en valorisation et innovation, et la formation et l'appui aux structures de valorisation. Autre programme initié, celui d'appui aux projets TT «TECH Transfert2021». □

Le budget des appels à projets sensiblement augmenté

D'après la directrice du CNRST, les données disponibles suggèrent une «augmentation significative des ressources allouées». Le budget des appels à projets gérés par le CNRST a, par exemple, enregistré une hausse conséquente, passant d'une moyenne de 31 millions de DH par an entre 2001 et 2016, à 51 millions de DH entre 2017 et 2024. Le nombre de programmes gérés a également été multiplié par 5 entre 2017 et 2024, passant à 15. Les partenariats internationaux permettent, par ailleurs, de drainer des fonds. «Il est donc évident qu'au regard de tous les efforts déployés, la DIRD exprimée en pourcentage du PIB, telle qu'elle est mesurée et continuellement utilisée comme référence, ne reflète pas fidèlement la réalité et pourrait désormais largement dépasser le seuil de 1%», souligne Jamila El Alami. «Pour cela, une étude s'impose en toute urgence afin d'actualiser cette valeur, et d'évaluer avec précision les efforts nationaux dans ce domaine», conclut-elle.

Combien le Maroc devrait-il dépenser pour avancer sur ce chantier. Selon Jamila El Alami, «les études, y compris la charte nationale d'éducation et de formation, recommandent un minimum de 1%». □

A.Na

Divers programmes d'appui

LA recherche au Maroc bénéficie de plusieurs programmes de financement dans des domaines prioritaires ou spécifiques, en partenariat avec des institutions ou entreprises (phosphates, sécurité routière, sciences humaines et sociales, Covid-19, IA...). D'autres sont menés dans le cadre de la coopération internationale. Ils prévoient à la fois des financements et des opportunités de mobilité pour les doctorants.

Le CNRST, pour sa part, propose des services et prestations diverses. L'on peut citer la mobilisation de laboratoires de recherche de pointe, des connexions haut débit pour les universités dans le cadre du réseau Marwan (le premier réseau en Afrique et dans le monde arabe

à être connecté, depuis 2004, au réseau européen GEANT), la mise à la disposition des chercheurs d'une infrastructure de calcul haute performance (HPC), le soutien à l'édition d'ouvrages et à l'organisation de manifestations scientifiques... □



GROUPE ECO-MÉDIAS

LA FINE POINTE DE L'INFO



groupe
ECO•MEDIAS
Les pros de l'info.

1^{er} groupe média du Maroc, Eco-Médias s'investit pour vous offrir une information de qualité... depuis 31 ans !

145 personnes qualifiées dont plus de 60 journalistes et correspondants, deux quotidiens de référence, une radio, une école, une imprimerie et 1 seul objectif : vous offrir le meilleur de l'info.

L'ECONOMISTE

الوقت ASSARAF

atlantic
radio

EN L'école des nouveaux métiers
du journalisme et de la Communication

E
ECOPRINT